

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

THEATRE DE LA VILLE

31/12/2024

..*.*.*
..*.*.*

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

THEATRE DE LA VILLE
Association
Siège social : 16 QUAI DE GESVRES
75180 PARIS CEDEX 04

775 661 721 000024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association THEATRE DE LA VILLE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association THEATRE DE LA VILLE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

12

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

12

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 8 juillet 2025

Le Commissaire aux comptes
ORCOM AUDIT IDF

Philippe ROBINO

Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	275 802	252 527	23 276	27 777
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 930 115	2 052 134	877 981	829 081
Autres immobilisations corporelles	3 630 490	2 065 870	1 564 620	1 379 760
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 450		5 450	3 150
TOTAL I	6 841 857	4 370 531	2 471 326	2 239 768
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	36 850		36 850	27 375
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	866 720		866 720	3 208 195
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 756 558		1 756 558	2 409 774
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 860 954		3 860 954	3 833 131
Charges constatées d'avance	298 858		298 858	236 941
TOTAL III	6 819 940		6 819 940	9 715 416
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	13 661 797	4 370 531	9 291 266	11 955 184

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	34 868	34 868
Autres réserves		
Report à nouveau	-208 444	469 524
Excédent ou déficit de l'exercice	-421 929	-677 968
Situation nette	-595 504	-173 575
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 829 712	3 080 073
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 234 208	2 906 498
Comptes de liaison		
II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 189 728	5 151 813
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 050 567	1 892 619
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 544 761	1 617 751
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	272 003	386 503
TOTAL V	7 057 059	9 048 686
Écarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	9 291 266	11 955 184

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	109 778	56 139
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	6 830 476	6 885 527
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	14 528 769	13 112 882
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	6 250	60 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	827 001	215 612
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	115 258	161 153
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	532 058	592 721
TOTAL I	22 949 589	21 084 033
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	77 902	53 908
Variation de stocks	-9 475	18 660
Autres achats et charges externes	11 271 346	10 800 540
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	193 171	199 791
Salaires et traitements	7 370 404	6 856 756
Charges sociales	3 147 642	2 876 216
Dotations aux amortissements et dépréciations	527 802	346 745
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	868 045	682 829
TOTAL II	23 446 836	21 835 447
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-497 247	-751 413
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	84 783	128 712
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	7 397	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	92 180	128 712
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	16 044	11 750
Différences négatives de change	21	5 442
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	16 065	17 193
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	76 115	111 519
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-421 132	-639 894

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	6 630	
Sur opérations en capital	2 687	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	9 317	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 087	1 802
Sur opérations en capital	574	1 287
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 453	34 985
TOTAL VI	10 114	38 074
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-797	-38 074
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	23 051 087	21 212 746
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	23 473 016	21 890 713
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-421 929	-677 968

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	2 493 936	2 153 093
Bénévolat	27 750	12 500
TOTAL	2 521 686	2 165 593
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	674 690	1 899 690
Prestations en nature	1 819 246	253 403
Personnel bénévole	27 750	12 500
TOTAL	2 521 686	2 165 593

Annexe

Le Théâtre de La Ville - Sarah Bernhardt est une association créée en 1967.

L'association exploite deux théâtres : Le Théâtre de la Ville- Sarah Bernard et le Théâtre des Abbesses.

Elle a pour activité la production et la diffusion de spectacles vivants dans toutes les disciplines artistiques, tant à Paris qu'à l'étranger.

Elle intervient également auprès des établissements scolaires dans le cadre des activités extra-scolaires et auprès de public éloigné de la culture.

L'association a employé 177 personnes en moyenne sur l'année dont 7 apprentis et 3 stagiaires.

L'association n'a qu'exceptionnellement des bénévoles et ne fait pas appel public à la générosité.

Le Théâtre de la Ville Sarah Bernard a rouvert ses portes au public en octobre 2023, après être installés à l'Espace Cardin pendant 7 années.

I. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Avant affectation l'exercice clos le 31/12/2024 présente un total bilan avant affectation de 9 291 266 euros et un compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -421 929 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

- ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

II. FAITS MARQUANTS

2.1. Faits pertinents affectant les comptes.

Théâtre de La Ville - Sarah Bernhardt

La réouverture a eu lieu au cours du 4e trimestre 2023, après 7 années de travaux durant lesquels les activités du théâtre se sont déployées à partir de l'Espace Cardin et en collaboration avec de nombreux lieux partenaires.

D'importants investissements ont été nécessaires budgétés par un plan pluriannuel portant sur le rééquipement scénique et technique ainsi que sur des aménagements.

Le montant total des investissements s'élève à 2 861 K€ au 31/12/2024.

La Ville de Paris soutient financièrement ces actions à hauteur de 80%, et a voté les délibérations n° 2021 DAC 58, n° 2022 DAC 58, n° 2023 DAC 18 et n° 2024 DAC 66, pour un montant total de 3 130 K€, dont 2 290€ déjà versé au 31/12/2024.

Il est à préciser qu'avant 2022, les investissements étaient financés par la Ville de Paris à 100% .
L'incidence sur les comptes 2024 est une charge de 106 K€uros.

III. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. Actif immobilisé

Investissements (cf tableau joint)

Amortissements (cf tableau joint)

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais accessoires ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité qui correspond à la durée d'usage généralement admise, d'où l'absence d'amortissements dérogatoires.

Il n'a pas été identifié de composant dans les comptes sociaux :

Dépôt de marque jusqu'en 2028

Logiciels 1 à 5 ans

Installations techniques, matériels, outillages 3 à 10 ans

Installations générales, agencements, aménagements 3 à 10 ans

Matériel de bureau et informatique 3 à 5 ans

Mobilier 5 à 10 ans

3.2. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du coût moyen unitaire pondéré" (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

3.3. Créances (joint)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées :

- Solde des subventions d'équipement à recevoir : 930 K€
- TVA récupérable : 625 K€, dont 150 K€ de demande de remboursement
- Appel à projets : 97 K€

3.4. Fonds Propres (cf. tableau)

Les fonds propres ont évolué de la façon suivante :

- Fonds propres au 31/12/2023 : 2 906 498 Euros
- Résultat Exercice au 31/12/2024 : -421 929 Euros
- Variation des subventions d'équipement au 31/12/2024: - 250 361 Euros
- Fonds propres au 31/12/2024 : 2 234 208 Euros

Les subventions d'investissement octroyées à l'entité sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 758700.

3.5. Provision pour risques et charges (cf. tableau joint)

L'exercice n'a donné lieu à la constatation d'aucune provision.

3.6. Dettes (cf. tableau joint)

Les autres dettes sont essentiellement composées des éléments suivants :

Billetterie d'avance : 1 345 K€

Droits auteurs à payer : 182 K€

3.7. Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie de la mise à disposition des locaux par la Ville de Paris pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 suivant conventions :

Ont été comptabilisés :

- Théâtre de la Ville Sarah Bernhardt : 334 500€ auquel s'ajoute un loyer de 1 500€
- Théâtre des Abbesses : 123 800€, auquel s'ajoute un loyer de 1 200€
- Bureaux rue de la Mégisserie : 81 700€ auquel s'ajoute un loyer de 1 500€
- Entrepôt de stockage de Saint Ouen : 123 690€
- Entrepôt de stockage Verdun : 11 000€

Par ailleurs, elle bénéficie d'avantages en nature liés à des campagnes d'affichage dit "MUI" pour un total de 1 819 246€, dont 1 658 865€ pour les campagnes des Jeux Poétiques.

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 55.50 heures, évalué à un montant de 27 750 Euros. Il concerne des "consultations scientifiques" mises en place dans le cadre du projet artistique 2024. Il concerne quatre bénévoles scientifiques.

3.8. Détails des autres produits et des autres charges

- Le poste « autres produits » concerne principalement :

Droits auteurs reçus : 91 K€uros

Quote Part de subvention virée au résultat : 430 K€uros

- Le poste « autres charges » concerne principalement les droits d'auteurs versés : 747K€uros

IV. AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

4.1. Effectif moyen

L'effectif moyen pour l'exercice est de 177 personnes y compris stagiaires et apprentis, contre 161 l'exercice précédent

Cette augmentation est liée en grande partie aux activités exceptionnelles de l'année 2024: Olympiades culturelles et festival de la Place, qui ont bénéficié de financements spécifiques.

4.2. Régime fiscal

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun.

Le montant des déficits reportables à la clôture de l'exercice s'élève à 2 839 K€uros, étant précisé que certains produits n'étaient pas imposables .

- un total de 1 285K€ correspond au Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) pour la période 2013-2018.
- un montant de 567K€ correspond au fonds de solidarité reçu pendant la période COVID.

4.3. Rémunérations versées à certains dirigeants

Au regard des dispositions de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 n°2006-586, l'information ne peut être fournie car elle conduirait à donner une information individuelle.

Le Président, le Trésorier et le Secrétaire n'ont perçu aucune rémunération

4.4. Honoraire du Commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes au titre de la certification des comptes de l'exercice 2024 sont de 18 720 €uros HT

4.5. Engagements hors bilan

Le montant des engagements en matière d'indemnité de fin de carrière, a été évalué, en dette actuarielle, à 610K€, dont 460 K€ à 10 ans.

Il a été calculé suivant la méthode d'évaluation rétrospective des unités de crédits projetés dans l'hypothèse de départ volontaire de 60 à 64 ans, avec un taux d'actualisation de 3.35%.

Le taux de charges patronales pratiqué est de 45% pour l'ensemble du personnel.

Les primes d'assurance versées pour couvrir cette charge future s'élèvent à 340K€.

4.6. Evènements postérieurs à la clôture des comptes

Néant

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	270 402		5 400
TOTAL	270 402		5 400
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 655 204 2 208 248 11 980 941 049		274 911 359 717 126 059
TOTAL	5 816 481		760 687
Participations évaluées par mise en équivalence - Participations Autres : - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	3 150		3 000
TOTAL	3 150		3 000
TOTAL GÉNÉRAL	6 090 033		769 087

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			275 802	
TOTAL			275 802	
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencements et aménagt. const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencements et aménagt. divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés		3 504 11 980 1 079	2 930 115 2 564 461 1 066 030	
TOTAL		16 563	6 560 605	
Participations évaluées par mise en équivalence - Participations Autres : - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières		700	5 450	
TOTAL	700		5 450	
TOTAL GÉNÉRAL	700	16 563	6 841 857	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	242 625	9 901		252 527
TOTAL	242 625	9 901		252 527
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	1 826 123 1 219 780 3 120 558 618	226 012 169 081 8 860 122 400	 3 504 11 980 505	2 052 134 1 385 356 680 514
TOTAL	3 607 640	526 353	15 989	4 118 005
TOTAL GÉNÉRAL	3 850 266	536 254	15 989	4 370 531

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outil. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées - Reconstitution des gisements Provisions pour : - Investissements - Hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges - Litiges - Garanties données aux clients - Pertes sur marché à terme - Amendes et pénalités - Pertes de change Provisions pour : - Pensions et obligations - Impôts - Renouvellement des immobilisations - Gros entretien et grandes révisions - Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations - Incorporelles - Corporelles Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations - Titres mis en équivalence - Titres de participation - Financières Sur stocks et en cours Sur comptes clients Sur créances reçues par legs ou donations Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)				
- D'exploitation Dont dotations et reprises : - Financières - Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 450		5 450
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	866 720	866 720	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	43 445	43 445	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-1 138	-1 138	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	624 575	624 575	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	192	192	
Divers	930 000	930 000	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	159 485	159 485	
Charges constatées d'avance	298 858	298 858	
TOTAL	2 927 586	2 922 136	5 450

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 189 728	3 189 728		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	750 241	750 241		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	832 272	832 272		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	62 119	62 119		
Autres impôts, taxes et assimilés	405 935	405 935		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 544 761	1 544 761		
Produits constatés d'avance	272 003	272 003		
TOTAL	7 057 059	7 057 059		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	788 605	1 072 372
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 061 681	983 501
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	184 095	293 367
TOTAL	2 034 380	2 349 240

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	211 481	944 394
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	87 721	47 288
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	299 202	991 681

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	272 003	386 503
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		272 003	386 503

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	298 858	236 941
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		298 858	236 941

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		169 889	13 998 879		360 000	14 528 769
Subventions d'investissement						
TOTAL		169 889	13 998 879		360 000	14 528 768

Commentaires : néant

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	5 542 970	180 000	13 951	5 709 019
Quotes-parts virées au résultat	-2 462 897	-430 361	-13 951	-2 879 307

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	34 868				34 868
Report à nouveau	469 524	-677 968			-208 444
Excédent ou déficit de l'exercice	-677 968	677 968	-421 929		-421 929
Situation nette	-173 575		-421 929		-595 504
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	3 080 073		180 000	430 361	2 829 712
Provisions réglementées					
TOTAL	2 906 498		-241 929	430 361	2 234 208

Commentaires : néant

12

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

- **Convention annuelle d'objectifs (subvention de fonctionnement)**

Montant : 12 732 615 € HT

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Subvention générale de fonctionnement

- **Convention annuelle d'objectifs (subvention exceptionnelle)**

Montant : 500 000 € HT

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Subvention exceptionnelle dans le cadre du Festival de la Place

- **Convention « Subvention de fonctionnement 2024 Temps d'activités périscolaires »**

Montant : 150 000 € non soumis à TVA

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Complément à la subvention générale de fonctionnement, attribué dans le cadre des TAP (Temps d'Activités Périscolaires).

- **Convention « Subvention de fonctionnement 2024 Art pour grandir »**

Montant : 35 000 € non soumis à TVA

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Complément à la subvention générale de fonctionnement, attribué dans le cadre du projet « Art pour grandir ».

- **Convention « Subvention de fonctionnement 2024 Olympiade culturelle »**

Montant : 360 000 € non soumis à TVA

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Subventions de fonctionnement, attribuées dans le cadre des projets « Festivités JOP » (pour 60 000 €) et « Relais de la Poésie » (pour 300 000 €).

w

THEATRE DE LA VILLE
Association
Siège social : 16 QUAI DE GESVRES
75180 PARIS CEDEX 04

775 661 721 000024

* * * * *

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2024

Aux membres de l'Assemblée,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

PN

- **Convention « Subvention de fonctionnement 2024 Stages Arts et Sport »**

Montant : 4 500 € non soumis à TVA

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : subventions attribuées dans le cadre des stages « Arts & Sport ».

- **Convention sur projet d'équipement (soutien au programme de rééquipement du site Place du Châtelet)**

Montant : 150 000 € non soumis à TVA (en subventions d'investissement)

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Rééquipement du site place du Châtelet

- **Convention sur projet d'équipement (acquisition de matériel de sonorisation)**

Montant : 30 000 € non soumis à TVA (en subventions d'investissement)

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Acquisition de matériel de sonorisation dédié aux musiques actuelles

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

- **Convention « Convention d'occupation – Théâtre de la Ville Sarah BERNHARDT »**

Montant annuel : 334 500 € (auquel s'ajoute un loyer de 1 500 €)

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Mise à disposition des locaux situés place du Châtelet, 75001 PARIS, pour la période 2023 – 2028

- **Convention « Bail civil à durée déterminée – Bureaux rue de la Mégisserie » :**

Montant annuel : 81 700 € (auquel s'ajoute un loyer de 1 500 €)

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Location de bureaux situés 2 bis quai de la Mégisserie, 75001 PARIS, pour la période 2023 – 2028

- **Convention « Subvention de fonctionnement 2023-2024 Chantiers d'Europe »**

Montant : 9 400 € non soumis à TVA

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Complément à la subvention générale de fonctionnement, attribué dans le cadre de la programmation des Chantiers d'Europe sur la saison 2023-2024.

- **Convention « Bail de sous-location à titre gratuit – Entrepôt de St OUEN » :**

Montant : 123 690 €

Co-contractant : Ville de Paris

Personne concernée : Ville de Paris (Membre de droit du Conseil d'Administration)

Objet : Sous-location à titre gracieux d'un entrepôt sis 50 rue Ardouin, 93400 SAINT OUEN

Fait à Paris, le 8 juillet 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT IDF



Philippe ROBINO

Associé